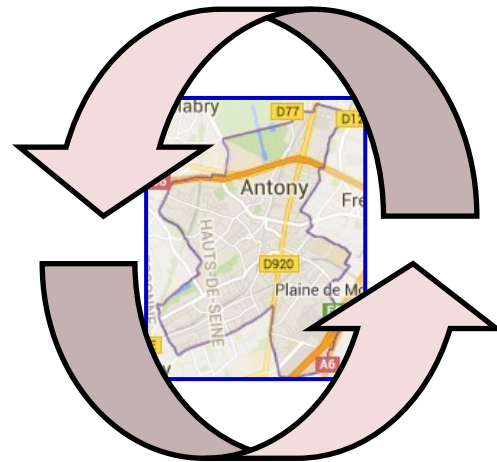




n°7
Avril 2019

360°



« Si l'homme échoue à concilier la justice et la liberté, alors il échoue à tout. »
Albert Camus

EDITORIAL

De la fracture citoyenne à Antony...

Oui, en 2019, la fracture citoyenne, « sociale », est ancrée au sein même de notre commune.

Ce sujet s'est invité au cours du Grand débat national animé dans notre salle Mont Blanc par France Bénévolat et des personnalités associatives de notre ville avec la participation d'habitants de nos différents quartiers.

Un tabou ? Ce phénomène est diffus, il est sociologique mais aussi résultant d'une politique locale timorée.

Pourquoi dans une ville aussi riche que la nôtre, les 'antoniens sont ils aussi inégaux dans l'accès à la culture ?

Qui se rend à la Maison Bourdeau ? Quels jeunes se rendent au 11 ? Qui assiste aux spectacles de Vasarely ou de Firmin Gémier ?

Notre commune souffre d'une fracture territoriale : il y a le centre-ville et... le reste de la commune.

Quelles sont les politiques entreprises pour rompre ce cercle vicieux, pour faire se rencontrer les populations des différents quartiers, quelles que soient leur génération, leur appartenance socio professionnelle, leurs convictions... ?

Les associations sont nombreuses à Antony, nous nous en réjouissons.

Mais sont-elles équitablement encouragées ? La disparité peu motivée des subventions en fait douter. Ont-elles suffisamment de salles pour leurs réunions et activités ? Beaucoup se plaignent des insuffisances.

La fracture économique et l'individualisme économique rejaillissent dans le comportement de chacun, accentué par le phénomène internet.

Comment adhérer au « Bien vivre ensemble » si les efforts demandés ne sont pas partagés justement, si le respect n'est pas la marque du lien social, notamment par l'exemplarité des « premiers de cordée » ? Une fracture, surtout, de ne plus être pris en considération.

Cette fracture citoyenne procède du refus même de rencontrer l'autre, de participer à toute vie associative, de participer à la Fête des voisins alors qu'elle se déroule face à son domicile, de voter aux élections locales alors que tant d'ainés se sont battus pour cette démocratie, de l'éducation des citoyens, surtout.

Cette fracture rampante constitue un danger pour notre démocratie et le « Vivre ensemble ».

Une politique locale volontariste devra s'y atteler au plus tôt, proposer des solutions, les discuter, les améliorer et les mettre en oeuvre.

Les SOCIAListes s'y emploieront !

A l'heure où il est si facile de décrier l' Union Européenne, son « éloignement » des citoyens, son « manque de démocratie et de représentativité », les élections européennes du 26/05 nous permettent d'élire celles et ceux qui, au Parlement Européen, défendront nos idées, nos valeurs de progrès social, de liberté et de justice. Face aux nationalistes, aux populistes et aux ultra-libéraux, ce sont les socialistes et leurs alliés européens qui oeuvreront sans relâche pour une Europe du concret, protectrice, humaine et responsable.

ACTUALITES DE LA REGION

Fonds européens et Région Île de France.

Comme toutes les régions de l'Union européenne, l'Île de France fait depuis janvier 2018, l'objet d'un audit de la part de la Commission européenne quant à la bonne affectation et gestion des fonds européens (Fonds Social Européen, Fonds Européen de Développement Régional).

Rappelons que près de 480 millions sont provisionnés jusqu'en 2020 pour notre région, afin d'accompagner tout projet local pour les associations, collectivités locales, et de reconversion professionnelle.

Le rapport de l'Union note des défaillances importantes, dont nous vous ferons part prochainement. En espérant que cela n'impactera pas le financement des projets futurs.

Les logements sociaux à la baisse en Île de France.

L'Union sociale pour l'habitat de l'île de France (Aorif) qui regroupe tous les bailleurs sociaux de notre région a rendu en février un rapport alarmant :

alors que l'objectif est la création de 37000 logements par an, on est passé de 35900 projets de construction de logements sociaux en 2016 à 28800 en 2017 (- 20%)!

Dans le même temps, entre 2016 et 2017, le budget de la Région consacré à la construction de logements sociaux est passé de 110 millions à 66 millions par an (- 40%)!

En 2018, seulement 8150 logements ont été financés par la Région. C'est surtout le périmètre de notre métropole du Grand Paris, où la demande est la plus forte, qui est principalement impacté.

Dans le même temps, rappelons que la nuit de la solidarité organisée à Paris le 7 février dernier (près de 2000 bénévoles) a recensé plus de 3600 personnes sans abris dans la capitale !

L'avenir de l'apprentissage en Île de France.

Près de **90000 apprentis et pré apprentis** se sont inscrits depuis septembre 2018 (+ 5% par rapport à 2018). C'est principalement l'automobile, l'informatique et l'électronique qui sont le plus demandées.

Il est regrettable qu'entre 2015 et 2018, notre Région, contrairement aux autres tous bords politiques confondus, ait réduit de 20% son budget de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Il est vrai que la loi du 5 septembre 2018 dite « Choisir son avenir professionnel », a transféré le financement des Centres de Formation d'Apprentis (CFA) aux branches professionnelles, menaçant l'existence de 100 CFA dans notre région.

Etonnant : Opportunité des subventions régionales ?

La lecture de deux lignes budgétaires 2018 et 2019 du Conseil régional interroge quant à l'opportunité des subventions accordées :

.200.000 euros versés au Cabaret du Paradis Latin pour modernisation de son site internet et assurer sa promotion.

.200.000 euros versés pour la création d'un parc à perroquets d'Amérique du sud dans le 77.

ACTUALITES DE LA REGION (suite)

Des initiatives près d'Antony :

- Combattre la hausse des loyers

La maire socialiste de **Cachan**, Hélène de Comarmond, a présenté la candidature de sa commune pour l'expérimentation de **l'encadrement des loyers privés**. Rappelons que dans les Hauts de Seine, les loyers ont augmenté ces quinze dernières années en moyenne de 2 % par an.

- Résister au diktat d'Enedis

Les deux mairies communistes de **Malakoff** et **Bagneux** ont pris un arrêté permettant à leurs concitoyens le souhaitant, de refuser l'installation des compteurs d'électricité Linky.

Les deux communes mettent en avant l'incertitude quant à l'utilisation des données collectées par Enedis, et le caractère obligatoire du choix imposé au client.

Transports : des nouveautés positives

...pour les collégiens :

Dès ce mois de mars, près de 110000 collégiens de 3^{ème}, résidant dans notre région, qui ont déjà un forfait Imagine'R, peuvent se faire rembourser un forfait Navigo Semaine d'un montant de 22,80 euros, afin de se rendre sur leur lieu de stage.

Saluons cette initiative de la Région, dont le budget avoisinera les deux millions d'euros.

...de nouvelles lignes de bus

Depuis le 20 avril dernier, l'usager des bus parisiens doit s'appropriier les nouvelles dessertes qui vont modifier près de 50 lignes intra-muros.

Une grande première, depuis le dernier maillage de 1950, qui répond aux attentes des voyageurs.

Notons également que si trois lignes (53, 65, 81) sont supprimées, cinq autres sont créées, avec de nombreux prolongements.

La complémentarité voiture/transports en commun :

Depuis le 1er mars, 1500 places de stationnement près des gares en Île de France, peuvent être utilisées **gratuitement** aux détenteurs d'un forfait Navigo. L'incitation à privilégier les transport en commun plutôt que la voiture dans une atmosphère de plus en plus polluée, ne peut être que positive.

Des transports plus sûrs :

Île de France Mobilité, qui gère les services publics de transport, vient d'annoncer un renforcement de la sécurité dans les bus de notre région à partir de fin mars.

Des gendarmes réservistes seront présents également sur des lignes à problèmes, pour faire cesser les incivilités (harcèlement, fumeurs, etc..).

De plus, rappelons que depuis l'année dernière, 11 lignes de bus (7 en Seine et Marne et 4 en Seine Saint Denis) expérimentent un dispositif de sécurité (arrêt à la demande, extension du numéro d'alerte 3117, etc). Des conclusions portant notamment sur la sécurisation des femmes dans les transports en commun, doivent être généralisées pour mi 2019.

A suivre...

LA COLONNE DES ELUES

Marité Charrier ,
Camille Le Bris

Coup d'œil sur la vie de la commune

Rapport sur l'égalité femme / homme

Comme chaque année à la même époque, la Ville présente un rapport sur l'égalité Femme/ Homme dans la commune.

Ce rapport se présente avant tout comme un constat chiffré sans analyse ni perspective. Pour ce qui est de l'égalité professionnelle, le constat est assez positif pour l'emploi communal : 67 % de femmes en catégorie A (5% de plus que la moyenne territoriale) et pour la direction, 3 femmes pour 4 hommes. Mais le rapport note un écart des salaires tant pour les cadres A (salaire net mensuel - 525 € pour les femmes) que pour les cadres C (- 240 €)

Le rapport n'aborde pas les autres objectifs. Rien sur les familles mono parentales dont 83% sont des femmes, aucune donnée sur les violences faites aux femmes, rien sur le harcèlement. Rien non plus sur l'accès aux droits et à la santé des collégiennes et lycéennes, rien qui ressemble sur la ville à l'ancien planning familial.

Pour le Maire ces problèmes ne relèvent pas des compétences municipales, mais du département et de l'Etat. Pourtant ces points figurent bien dans les objectifs de ce Rapport et d'ailleurs, celui de 2017 prenait en compte les actions de la Politique de la Ville sur Antony.

La majorité préfère mettre en évidence ce qui va bien et ne pas se pencher sur les zones grises de l'égalité F/H.

Budget participatif

Le budget participatif sera reconduit en 2019 avec une enveloppe de 500 000 € et nous nous en réjouissons.

Les remarques faites par l'opposition au Conseil municipal de décembre 2018 ont été entendues et des améliorations seront apportées dans l'organisation et la communication de ce budget participatif. Les délais des différentes phases seront allongés afin de permettre une meilleure analyse des projets présentés tant par les membres du comité de présélection que par les services. Des efforts sont annoncés pour mieux informer tous les antoniens afin que la participation des habitants des quartiers sud et des jeunes progresse.

On demande que les projets retenus ne soient pas ceux que de toute manière la commune aurait dû mettre en œuvre dans le cadre de ses compétences mais que soient privilégiés les projets innovants des citoyens, experts de leur territoire, qui portent un regard neuf et créatif sur les actions à conduire.

Dates de dépôt des projets, du 4 mars au 19 avril.

Vœu pour priorité du RER B sur le Grand Paris Express.

Le Conseil municipal a voté à l'unanimité un vœu s'inscrivant non pas contre le projet de réalisation de la ligne CDG Express qui doit relier directement l'aéroport CDG à Paris, mais pour demander à l'Etat que ces travaux n'impactent pas fortement le fonctionnement du RER B déjà très perturbé et que le RER B soit considéré comme prioritaire

LA COLONNE DES ELUES

Marité Charrier ,
Camille Le Bris

Fusion maternelle / élémentaire pour future école Dunoyer de Ségonzac.

Le nouveau groupe scolaire Dunoyer de Ségonzac qui ouvrira en septembre fusionnera la maternelle et l'élémentaire et n'aura ainsi qu'un(e) directeur-trice. Ceci présente des avantages à condition bien sûr que les effectifs élèves restent compatibles avec une direction unique.

Changement d'élu au Conseil territorial Vallée Sud-Grand Paris.

Conformément à ses engagements au sein du groupe municipal, Jean-Marc Feuillade a démissionné de ses fonctions de Conseiller territorial. Il est remplacé par Camille Le Bris (élu PS).

Un territoire sans démocratie ?

Le territoire Vallée Sud Grand Paris vient de fêter ses 3 ans.

Fusion des intercommunalités des Hauts de Bièvre, de Sud de Seine et de Châtillon-Montrouge, ce territoire - doté de compétences clés (développement économique, eau, assainissement et gestion des déchets, transports, plan d'urbanisme, équipements sportifs et culturels, etc), et devant permettre aux citoyens de bénéficier d'une organisation territoriale cohérente - semble buter sur un écueil : le profond déficit de transparence et de contradiction démocratique qui caractérise cet échelon.

Assemblée élue au suffrage indirect, exécutifs composés de maires, corps de conseillers territoriaux issus à plus de 80% des majorités municipales et absence totale des oppositions de nombreuses communes : le cocktail d'une gestion

verticale faite de petits arrangements est réuni.

La dernière séance de notre Conseil de territoire Vallée Sud Grand Paris en fut une parfaite illustration, le 26 mars dernier.

Alors que le budget primitif pour 2019 était à l'ordre du jour, les demandes de précision émanant des groupes minoritaires (*pourquoi faire le choix d'un autofinancement "dormant" de plus de 13 millions d'euros tout en empruntant la totalité des sommes d'investissement ? à quelle politique de gestion des déchets vont les ressources de la taxe sur les ordures ménagères, etc.*) ont rencontré, au mieux, les railleries du Président, au pire, une superbe indifférence.

Au final, au-delà des écritures comptables présentées, les personnes présentes n'obtiendront aucune réponse sur les orientations données à la politique budgétaire du territoire et plus largement, à sa politique tout court.

À l'heure où, au cœur d'un mouvement social et populaire, certains remettent en question les fondements démocratiques de notre pays, à l'heure où le niveau local est présenté comme pourvoyeur de solutions aux nombreux dérèglements que nous vivons, ce fonctionnement de nos organes intercommunaux est une anomalie.

Nous devons continuer de plaider pour des élus territoriaux désignés au suffrage universel direct et exiger une communication et une transparence plus forte*, pour que les citoyens aient pleinement conscience des politiques que les territoires conduisent pour eux et que leurs exécutifs s'imposent un impératif d'explication de leur action.

LE GRAND DEBAT NATIONAL A ANTONY

Des associations et des collectifs de citoyens d'Antony ont organisé et animé des débats thématiques qui ont permis à toutes celles et ceux qui le souhaitaient de s'exprimer, d'échanger, de proposer et de contribuer au débat national.

Ainsi, le **16 février** de 14h à 19h30 un collectif de 7 associations(1) a animé un débat sur « **La transition écologique** » (85 participants) :

Plusieurs ateliers ont traité respectivement de : « La transition écologique en général », « La mobilité locale », « La mobilité nationale », « Le cadre de vie, aménagement du territoire », « L'alimentation », « L'énergie », « La consommation ».

Le **22 février** de 20h à 23h, un collectif issu de 6 associations(2) a animé, un débat intitulé « **Semer la République de demain** » :

Les 55 participants ont traité de : « La vie démocratique : les institutions, la Constitution », « La citoyenneté : le vivre ensemble, l'engagement, la fraternité », « L'immigration et l'intégration »

La mobilisation des participants, la qualité d'écoute et l'échange d'arguments ou propositions consensuelles ou divergentes se sont traduits dans les compte rendus complets restitués en fin de séance.

Les synthèses de ces différents débats ont été transmises à la plateforme nationale de recueil des contributions citoyennes.

D'autres réunions, dont nous n'avons pas eu connaissance, ont pu être organisées dans les quartiers*

La Mairie avait également organisé un débat le **19 février** en présence de nombreux antoniens auxquels s'étaient joints plusieurs élus dont le Maire.

Les échanges ont été de bonne tenue, même lors de prises de positions différentes.

On peut regretter que certains animateurs n'aient pas vraiment respecté leur obligation de neutralité et qu'aucune restitution n'ait été faite, les participants étant invités à se rendre sur le site du GDN.

Par ailleurs, les **cahiers** mis à disposition dans le hall de la mairie ont recueilli les messages et propositions individuelles.

Espérons que cet exercice démocratique et citoyen, inédit et sans doute indispensable dans le contexte politique et social particulièrement grave auquel nous sommes tous confrontés, se traduira par une profonde inflexion politique et des mesures de justice sociale et de responsabilité environnementale cohérentes, lisibles et efficaces à court, moyen et long terme.

La restauration de la confiance en la démocratie et le retour de relations apaisées entre tous les acteurs de la société est à ce prix, au risque de basculer dans le pire des scénarios de politique fiction devenu réalité !

1) : La Vie Nouvelle Vallée de la Bièvre, APEER (Association Pour les Economies d'Energie et de Ressources), ASPEA (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine et de l'Environnement à Antony), Les Amis de la Terre du val de Bièvre, UFCS familles rurales, ATTAC, France Bénévolat.

(2) (Association Pour les Economies d'Energie et de Ressources, La Vie Nouvelle, Association des habitants du quartier Pajeaud, Secours catholique, Université Populaire, France Bénévolat)

BREVES SOLIDAIRES

Centre d'hébergement SDF grand froid au gymnase Anatole France

A la demande de la Préfecture des Hauts-de-Seine, la municipalité a réquisitionné le gymnase du groupe scolaire Anatole France afin d'accueillir par grand froid les SDF jusqu'à la fin de la trêve hivernale.

Nous sommes tout à fait favorables à cet accueil qui relève de la plus stricte humanité mais nous demandons à la majorité que le groupe scolaire Anatole France ne soit pas systématiquement réquisitionné, qu'il y ait un roulement avec d'autres gymnases de la commune répondant aux mêmes conditions.

Ma p'tite échoppe (épicerie solidaire) a été inaugurée le 06/04 (210 rue A. Pajeaud)

Calendrier - Annonces

Conseil municipal du 11 avril :

La séance est diffusée en vidéo sur le site de la mairie.



**Elections européennes
le dimanche 26 mai :
Un seul tour!
Chaque voix compte !**



Dans ce numéro

Editorial.....	2
Actualité de la Région....	3 et 4
La colonne des élues.....	5 et 6
Le Grand débat à Antony.....	7
Brèves solidaires.....	8

Si vous n'avez pas reçu les numéros précédents de « 360° », retrouvez-les sur le site <http://antony parti-socialiste.fr/>

Si vous souhaitez recevoir « 360° » par voie électronique, envoyez votre courriel à :

antony.partisocialiste@yahoo.fr

Journal conçu et réalisé bénévolement par les socialistes d'Antony.

Indépendamment d'engagements partisans, si vous souhaitez participer au financement de son impression, contactez-nous à l'adresse ci-dessus ou par courrier à :

Parti socialiste Antony - B.P. 40167—92186 Antony Cedex

Directeur de la publication : Daniel GIROMELLA

<http://antony parti-socialiste.fr/> https://twitter.com/ps_antony/

Imprimeur : Les ateliers réunis.

Ne pas jeter sur la voie publique